



REPUBLIQUE ESPAGNOLE

Services d'Information et Propagande.
35, Av. Foch - Paris XVI.

Notices informatives
26 juillet 1949

TABLE DES MATIERES

Nouveau soulèvement en Amérique Centrale Page 2

Le Chef du Gouvernement Républicain Espagnol, M. Alvaro de Albornoz,
a subi une opération chirurgicale à Mexico " 3

Une Conférence de M. Fernando Valera sur
la liberté de conscience " 3

M. Félix Gordón Ordás parle sur la ruine de l'économie espagnole " 4

La position du Mexique vis-à-vis du franquisme " 4

Les étudiants de l'Argentine se solidarisent avec les Espagnols
persécutés par le franquisme " 4

Sur l'Année de Franco " 5

La situation en Espagne est toujours critique, dit The Economist " 5

Franco est en train d'épuiser les réserves d'or de la Banque Espagnole.. " 6

Important manifest italien contre le régime fasciste de Franco " 6

Encore des nouvelles sur la terreur franquiste " 7

40 P 848 R

UN NOUVEAU SOULEVEMENT EN AMERIQUE CENTRALE.

La vaillante, noble, loyale et démocratique République de Guatemala a été ces derniers jours le théâtre d'un nouveau soulèvement de la réaction internationale.

Le totalitarisme fasciste, que quelques ingenua croyaient enterré par toujours, n'a pas attendu longtemps pour lever la tête et constituer le plus sérieux danger qui pèse sur la démocratie et la liberté.

Apart leurs fortes ressemblances idéologiques, les manifestations du néo-fascisme ne diffèrent nullement de celles de son prédécesseur et c'est pourquoi il ne faut pas tomber dans l'erreur, où tant et tant de gouvernements tombent aussi souvent, de les considérer issues de doctrines opposées ou simplement différentes.

La tactique byzantine du nazi-fascisme était d'attaquer les places fortes que les démocraties occupaient sur la carte stratégique mondiale. Aujourd'hui, les démocraties sont attaquées, comme auparavant, une par une, en attendant que la dernière proie soit tombée pour passer à l'attaque de la suivante. Parmi d'autres, et seulement en Amérique du Sud, le Pérou, la Bolivie, le Paraguay et plus récemment le Venezuela, ont été victimes de cette tactique, exécutée avec une précision mathématique. Maintenant il a été le tour du Guatemala, en attendant que bientôt arrive l'heure pour l'Uruguay, Panama, Cuba et le Mexique. Et quoique le mouvement fasciste du Guatemala ait heureusement avorté, la ténacité si connue du fascisme ne laisse le moindre doute qu'il reviendra à la charge jusqu'à aboutir à sa finalité. Sous cet aspect, la ressemblance du fascisme actuel avec l'ancien est absolue.

Il faisait aussi partie de la tactique nazi-fasciste se présenter devant les démocraties comme leur allié le plus sûr contre ce qui, hypocritement, nommait l'ennemi commun: le communisme. Aujourd'hui les méthodes n'ont pas changé, et les ennemis les plus acharnés des démocraties leur offrent leur concours pour défendre la civilisation occidentale.

Sous ce rapport, l'identité du fonctionnement du mécanisme agressif des fascismes est elle aussi totale. Totalitaire, pourrait-on dire.

L'essence doctrinale du fascisme actuel et de celui d'hier est la même. Il n'y a la moindre différence dans leurs tactiques, comme nous venons de le voir. Leurs concours, leurs alliés -n'y a-t-il pas le cas de l'Espagne de Franco, comme avertissement et honte des démocraties?- sont aussi les mêmes. Alors, qu'est-ce qu'on attend pour déclarer le nouveau fascisme au ban de la société? Qu'il soit assez fort et puissant pour l'opposer au communisme? Les démocraties, et très particulièrement les Etats-unis, n'ont pas le droit de raisonner avec des inepties pareilles, car le fascisme ne luttera contre le communisme -si quelquefois il l'affronte- avant d'avoir terrassé son ennemi réel, qui n'est autre que les propres démocraties et ce qu'elles enferment d'idéaux de liberté, de justice et de solidarité.

Mais, pour employer les procédés que nous venons d'annoncer, le fascisme a besoin de moyens économiques puissants. Et ces moyens, le néo-fascisme les possède dans le même degré qu'Hitler et Mussolini au moment de commencer les exploits qui devaient conduire l'humanité à la plus épouvantable des guerres. C'est-à-dire qu'il ne les possède aucunement. D'où lui parviennent-ils donc? C'est celui le point qui devrait faire réfléchir le plus aux démocraties et leur avvertir combien grave est la responsabilité qu'elles encourent en agissant avec l'insouciance et légèreté actuelles. Rompre les relations économiques avec les Etas fascistes comporte certains inconvénients, il est vrai. Cependant, ceux-ci sont mille fois inférieurs à ceux qui, plus tôt ou plus tard, seraient provoqués par le maintien des dites relations. Et le principal mérite du politicien, comme celui du médecin, c'est de prévenir et non pas guérir.

Il faut souhaiter que les événements que récemment se sont passés à Guatemala fassent comprendre aux démocraties le danger qui les guette et leur incite à agir en conséquence. Que l'attitude gaillarde du Président Arévalo, l'un des plus jeunes et clairvoyants paladins actuels de la démocratie et héros national des libertés guatémaltèques, serve d'exemple aux chefs des peuples. Et que la geste de la petite mais combien grande nation américaine reçoive de tous les peuples et consciences l'apoteose le tribut d'admiration et de gratitude qu'elle mérite, et que de notre côté nous lui rendons volontiers.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT REPUBLICAIN ESPAGNOL, M. ALVARO DE ALBORNOZ,
A ETE OPERE AU MEXIQUE.

On nous communique du Mexique que le docteur Antonio Ros a pratiqué l'opération d'extirper la cataracte de l'oeil gauche du Chef du Gouvernement Républicain Espagnol M. Alborno. L'opération a donné des résultats satisfaisants. Commencée le vendredi 24 juin, le vendage fut enlevé trois jours plus tard.

M. Alborno se trouve en état de convalescence et l'on croit qu'il reviendra en France très prochainement.

A l'occasion de l'opération qu'il vient de subir, l'illustre malade a reçu des centaines de télégrammes s'intéressant pour son état de santé, dont la plupart de pays sud-américains. Il a aussi reçu de nombreux messages des Espagnols républicains résidant en France.

La résistance républicaine de l'intérieur de l'Espagne a envoyé à M. Alborno une très affectueuse salutation.

UNE CONFERENCE DE M. FERNANDO VALERA SUR
LA LIBERTE DE CONSCIENCE

Invité par l'organisation "Liberté de Conscience", de Paris, qui groupe plusieurs entités protestantes, le Vice-Président du Gouvernement Républicain Espagnol, Mr. Fernando Valera, prononça une conférence sur le thème qui est l'enseignement de l'organisation. La conférence fut radiée par quelques postes émetteurs.

Voici les principaux paragraphes de cette dissertation:

"La seule pierre de touche pour prouver si un pays appartient ou non à la civilisation occidentale et chrétienne, c'est la pratique constante de la liberté de conscience, fondement et synthèse des autres libertés.

"L'homme sans liberté n'est, au sein de la nature ou de la société, que l'esclave de la crainte, de la haine, de l'ignorance, du fanatisme, de la misère. C'est ainsi que l'Histoire est une sorte de processus de libération, où la civilisation se développe au fur et à mesure que l'homme se sent libre; libre de la crainte par le droit; libre de l'ignorance par la raison; libre du fanatisme par la foi; libre de la haine par l'amour, et libre de la misère par le travail et la solidarité sociale.

"L'Etat totalitaire, et en général toute sorte de tyrannie imposée à l'homme sous le prétexte du prestige de la force et de l'ordre, mènent, en réalité, à l'affaiblissement progressif de l'être humain et à la dissolution de la société dans le chaos.

"L'homme, en tant qu'individu et qu'espèce, n'est fort et harmonique que lorsque son caprice est libre, car c'est l'esprit la vraie force, de même que la raison est l'origine de tous les ordres et tous les systèmes. C'est de là que vient la supériorité du Christianisme sur la société païenne. Il est tout à fait naturel et logique que le Christianisme, pauvre, persécuté, inermes, ait vaincu le puissant Etat Romain. Il est donc absurde de parler d'un totalitarisme chrétien, comme le fait le Phalangisme espagnol, car les deux termes se détruisent l'un l'autre, l'Etat totalitaire n'étant que la conception politique du paganisme, qui impose l'intérêt et la doctrine du César sur les droits de la conscience individuelle.

"D'un autre côté, l'intolérance religieuse signifie une résistance à l'oeuvre de Dieu dans l'âme humaine et prouve une attitude de méfiance tacite à l'action de la Providence sur la société et sur le monde.

"Passant enfin de la spéculation doctrinale à l'examen des faits, je vous dirai que je combats la tyrannie parce qu'elle empêche l'envol de l'âme vers Dieu, freine la marche de la société vers sa perfection, vers cette Cité de Dieu qu'annonça Saint Augustin. Je lutte pour la liberté de conscience -comme pour les autres libertés- parce que je suis chrétien, et, par là, convaincu que le monde se trouve sous la loi morale, sous la loi de la liberté."



CONFERENCES DE M. FELIX GORDON ORDAS A MEXIQUE
SUR LA RUINE DE L'ECONOMIE ESPAGNOLE.

Le Vice-président du Gouvernement Républicain Espagnol, M. Félix Gordón Ordás, a prononcé à l'Aténée Espagnol de Mexico deux conférences dans lesquelles il a fait l'étude documentée de la ruine de l'économie espagnole, causée par le régime franquiste. Les expositions du conférencier furent écoutées avec un intérêt croissant par les présents, captivés par la profondeur et extension de l'étude, aussi bien que par la gravité des faits exposés.

L'orateur ne put se soustraire à l'émotion lorsqu'il présenta cette douloureuse réalité de l'économie espagnole, qui se traduit par plus du 80 % d'adolescents tuberculeux, selon des rapports officiels des Services d'Hygiène sociale de Madrid, ce qui signifie, non seulement la ruine économique, mais surtout la physiologique et morale de plusieurs générations d'Espagnols.

"Sauver cette grave situation, dans la mesure où elle peut être encore sauvée, ne peut pas être l'oeuvre d'un parti, pas plus que de tous les partis politiques, mais elle exige la plus large coopération nationale", affirma M. Gordón Ordás dans sa deuxième conférence.

LA POSITION DU MEXIQUE DEVANT LE FRANQUISME.

L'illustre diplomate mexicain, M. Félix F. Palavicini, au cours d'un acte qui s'est tenu récemment à Mexico, a fait les suivantes manifestations sur la position du Mexique vis-à-vis du franquisme:

"L'attitude du Mexique est nette. Nous ne pouvons pas accepter que Franco représente le peuple espagnol. L'Espagne libre n'est pas celle qui est brutalement soumise à la dictature franquiste. Le cas du peuple espagnol est le même que celui des peuples du continent américain, lorsqu'ils déclarèrent leur guerre d'indépendance et obtinrent leur liberté.

"Le Général Franco a voulu se mettre dans les rangs de l'anticommunisme, où nous trouvons les démocrates; mais la situation est toute à fait différente. Nous sommes des hommes de gauche, mais pas totalitaires; c'est pourquoi nous ne sommes pas des communistes; par contre, Franco est totalitaire et, par cela, il est plus près que nous du système politique communiste.

"Les démocrates de tous les pays doivent collaborer à ce que le peuple espagnol ne perde pas les espoirs de reconquérir la liberté.

"Les conquêtes que les Espagnols veulent réaliser sont celles de tous les pays démocratiques du monde: la liberté d'opinion, la liberté religieuse, la liberté de la misère (qui signifie la disparition des latifundia), la liberté de la terreur. C'est à dire, la création de Tribunaux justes et égalité de tous les hommes devant la Loi.

"L'Espagne devra se reconquérir à elle-même dès l'Amérique", disait l'illustre Miguel de Unamuno, et nous ajoutons: "Il faut offrir cette opportunité au peuple espagnol. Traiter avec Franco serait agir contre l'Espagne".

LES ETUDIANTS DE L'ARGENTINE SE SOLIDARISENT AVEC
LES ETUDIANTS ESPAGNOLS PERSECUTES PAR LE FRANQUISME.

Le Centre d'Etudiants de Philosophie et Lettres, adhérent à la Fédération Universitaire de Buenos-Ayres, a donné à la publicité le communiqué que voici:

"Le Centre d'Etudiants de Philosophie et Lettres, devant la nouvelle que des Espagnols universitaires anti-franquistes de l'Union Fédérale des Etudiants Hispaniques ont été arrêtés et emprisonnés dans des prisons, manifeste:

- 1.- Que seulement un régime fasciste et réactionnaire est capable d'arrêter des citoyens pour professer des idées démocratiques.
- 2.- Qu'il est illégal et inconvenant le jugement fait par des Tribunaux militaires.
- 3.- Que les étudiants Antonio Lozano Martinez, Javier Sans Faura, Luis Rubio Chamorro, Ocaar Kriales Castillo, Ricardo Muñoz Suay, Luis Escobar Mitjavilla, Ricardo Bastid Paris, Manuel de Rivacoba, Tomás Cruz Garcia et Alberto Garcia Nieto, condamnés à des peines de cinq à trente années d'emprisonnement, doivent être jugés par des Cours de Justice ordinaires, avec toutes garanties pour la liberté de la défense.
- 4.- Que le Centre d'Etudiants de Philosophie et Lettres maintient constamment sa sympathie avec le mouvement républicain espagnol et sa lutte contre le régime franco-falangiste."

AU SUJET DE L'ARMÉE FRANQUISTE

Le journal conservateur "Excelsior", de Mexico, a publié le suivant article de son correspondant à Madrid, M. Fred Sparks:

"Quoiqu'il soit certain que Franco paie très mal ses soldats, il est un fait qu'il les nourrit très bien. Les soldats vendent une bonne partie de leurs rations au marché noir, et les Américains craignent que, s'ils cédaient de l'armement à Franco sans le surveiller, quelques mois après tout se trouverait chez les marchands du marché noir. On aurait besoin d'envoyer toute une armée de surveillants pour empêcher que le matériel soit vendu par les Officiers de Franco. La force aérienne dispose de 300 avions très anciens. Les usines espagnoles sont encore en train d'assembler les vieux Junkers type 52, qui pourraient très bien se trouver au Musée de Washington, côte à côte du petit avion de Lindberg. Il n'y a pas de coordination entre l'armée aérienne et l'armée de terre. L'armement est vieux. L'énorme armée s'exerce peu. Ses méthodes de communication sont du siècle dernier. Sauf quelques "panzer" allemands, l'infanterie voyage à pied et fait le transport avec des mules".

C'est ainsi qu'un journal conservateur décrit l'état déplorable de l'Armée franquiste, que quelques ingénuos voudraient utiliser comme élément principal dans la lutte contre le communisme.

LA SITUATION EN ESPAGNE EST TOUJOURS CRITIQUE, DIT "THE ECONOMIST".

L'hebdomadaire anglais "The Economist" étudie les incidences du voyage de Franco à Barcelone, dans un article intitulé "La situation en Espagne est toujours critique", qui dit en particulier:

"...Franco fit le voyage, en partie pour se renseigner, et en partie parce qu'il n'était pas allé à Barcelone - la plus grande ville de l'Espagne et celle qui lui est plus hostile - depuis deux années.

"A vrai dire, il y a très peu de choses que Franco puisse faire, dans le domaine de l'économie, sans adopter des sérieux changements politiques, et ceux qui ont été en contact avec lui n'envisagent la moindre perspective dans ce sens. Ils ont l'impression que la vérité se cache de plus en plus à Franco (comme ce fut le cas de Mussolini) et ceux qui l'entourent tâchent de profiter de leur mieux de l'état actuel des choses. Franco est aussi prisonnier de son propre système mental, et il ne se préoccupe pas de la vérité si celle-ci lui est adverse."

"Cependant, Franco est bien préoccupé. Il a un besoin urgent d'engrais, capitaux, marchandises et matériel roulant de l'extérieur, tandis que la production nationale de produits alimentaires et énergie électrique est peu abondante. La crise économique actuelle est sans précédents en Espagne. L'on croit aujourd'hui à l'irréversibilité de certains changements administratifs, pour présenter un nouveau aspect devant le monde, mais l'on ne croit pas que Franco soit décidé à introduire des changements radicaux, capables de résoudre la crise..."



FRANCO VIDE LES RESERVES D'OR DE LA BANQUE D'ESPAGNE

Le régime de Franco, dans son agonie, est en train de gaspiller jusqu'aux dernières ressources de la richesse nationale, en sapant ainsi les bases sur lesquelles l'économie espagnole pourra commencer son oeuvre de réhabilitation et reconstruction, une fois le franquisme écarté.

Après avoir ruiné complètement le pays, le franquisme veut épuiser les réserves d'or de l'Espagne, comme le prouvent les derniers bilans de la Banque d'Espagne, qui nous donnent les fluctuations suivantes:

Reserves d'or en date 28 février 1949	1.219,0	millions de pesetas
" " " " 31 mars	1.211,0	" "
" " " " 30 avril	1.047,0	" "
" " " " 31 mai	963,3	" "

C'est à dire, que dans le court espace de temps de trois mois, les réserves-or sont passées de 1.219 à 963,3 millions de pesetas, avec une diminution de 255,7 millions, ce qui représente plus du 20 % des disponibilités en février.

La contenance des chiffres dispense de tout commentaire.

IMPORTANT MANIFEST ITALIEN CONTRE LE REGIME FASCISTE DE FRANCO

La presse et la radio italiennes ont publié un important manifest, souscrit par des personnalités de tout premier plan de toutes les tendances politiques italiennes, exception faite de l'extrême droite et l'extrême gauche, propagnant l'intégration d'une Espagne libre et démocratique au sein de l'Europe occidentale.

Les personnalités qui ont souscrit ledit document sont: M. Giuseppe Saragat, du parti socialiste, Vice-président du Conseil et Ministre de la Marine marchande; M. Ignacio Silone, ancien député et l'un des plus renommés écrivains italiens de nos jours; M. Giuseppe Ronita, ancien Ministre; M. Ferruccio Parri, républicain, sénateur et ancien Président du Conseil des Ministres; M. Giuseppe Galstorgi, républicain, Vice-président de la Chambre des Députés; M. Alessandro Casati, libéral, sénateur et ancien Ministre; Conte Nicolo Carandini, libéral, ancien Ambassadeur à Londres; M. Adone Zoli, sénateur et Chef de la Minorité parlementaire du Parti Démocrate-Chrétien; M. Quinto Tossati, sénateur, du Parti Démocrate-Chrétien; M. Umberto Gallesso, député, du parti socialiste modéré; M. Luigi Gasparotto, sénateur et ancien Ministre, indépendant, et M. Meuccio Ruini, sénateur, indépendant.

Le texte intégral du document est le suivants:

"A la veille de la convocation du nouveau Conseil de l'Europe, que nous désirons et voulons réaliser une oeuvre efficace, afin d'aboutir à la fédération des peuples libres et comme garantie d'une paix durable, ce dont nous nous plaignons le plus c'est que dès son commencement ne fassent pas partie d'elle, de fait et non seulement d'esprit, les élus d'un peuple avec lequel nous lient deux mille années de souvenirs et culture communs et plus d'un siècle de lutte pour l'obtention d'une façon de vivre libre et digne; et cette lamentable et douloureuse absence nous prouve presque le même remords comme si la faute était de chacun de nous.

"En effet, la dictature dont souffre l'Espagne et la tenaille comme un mors, ne triomphe pas de sa propre force, mais elle fut aidée, suggérée et promue, avec leur intervention non dissimulée, par les dictatures nazi-fascistes, maintenant péries à jamais. Disparue la cause du mal, comment peut-elle encore subsister, pour dam et honte de tous, à l'extrémité de notre occident, sentinelle presque de la Méditerranée, un régime qui est la négation des principes démocratiques que nous professons tous, récupérés et réaffirmés au prix d'innombrables sacrifices ?

"Nous le disons à tous les peuples et esprits libres de notre continent, et le

disons aussi, avec plus de force encore, à la noble et malheureuse nation espagnole.

"Il est de notre désir que le concours de tous dans la cause du bien soit plus sollicité encore que ne l'était le mauvais dessein de quelques-uns. Que, sans arriver aux luttes sanglantes entre factions, sans recourir aux excès qui donnent toujours et infailliblement naissance à des nouvelles tyrannies, l'Espagne regagne son prestige séculaire devant les peuples, lesquels doivent secourir ses impulsions spontanées, de tous les moyens et conseils que leur foi renouvelée dans la dignité de la personne humaine leur offre. Que la coupable négligence des hommes d'Etat, sur lesquels pèse la responsabilité d'offrir une base stable à la nouvelle démocratie, soit substituée par des décisions rapides et nécessaires afin de faire respecter le droit du peuple.

"Trop de temps s'est écoulé depuis l'année fatale de 1936, sans que les cris de liberté du peuple espagnol - jamais complètement étouffés - aient trouvé un écho et puissent écho près des Gouvernements et des Assemblées libres. Non, l'attente tragique ne peut plus durer. Que l'Espagne sache, et elle le sait bien, que son isolement forcé de l'Europe la mène à la ruine totale. Les problèmes de la vie sociale et économique de l'Espagne n'ont de solution que dans le plan international, et surtout l'euro-péen. La place de l'Espagne est en Europe, et son sort est lié à celui de l'Europe, dont l'œuvre de reconstruction resterait inutile et incomplète sans l'apport de ses valeurs inestimables, les spirituelles très spécialement.

"C'est avec cet esprit que les signataires du présent appel, poussés, pas pour des raisons polémiques de parti, mais conscients d'obéir à un devoir moral et d'exercer un haut droit de solidarité civile, s'adressent au peuple espagnol, à tous les peuples libres, à tous les Gouvernements agissant conforme à la liberté, pour réveiller l'attention de la majorité de l'opinion publique sur une situation intolérable, dont la prolongation offense de plus en plus le sentiment de justice et d'humanité qui nous anime, et qui retarde ou retarde la renaissance de l'Europe démocratique, à laquelle nous croyons fermement".

LA TERREUR FRANQUISTE CONTINUE TOUJOURS.

Nos services de l'intérieur nous ont fait parvenir les notices informatives suivantes au sujet de la répression franquiste :

Transfert de prisonniers. - 47 éléments anti-franquistes ont été mis à disposition du tristement connu Juge, le Colonel Enrique Eymart. Ils furent arrêtés dans des points et à des époques différents; leurs procès furent instruits par des différents Juges d'instruction, étant donné qu'il n'y avait pas de rapports entre eux. Maintenant ils sont compris dans un seul expédient afin de donner plus de volume à la répression et augmenter les peines en application de la fameuse Loi contre le Banditaje et le Terrorisme. Dans sa majorité, ils furent arrêtés antérieurement à la promulgation de ladite Loi. Ils viennent d'être transférés de la Prison Provinciale de Madrid, où ils se trouvaient, à la Prison Centrale d'Ocaña, province de Tolède. Le seul but de ce transfert a été d'empêcher que puissent assister au jugement devant la Cour Martiale les observateurs et représentants de la presse étrangère. Les 47 éléments arrêtés, accusés d'activités politiques contre le régime fasciste de Franco, sont les suivants :

- Serafin Martínez, José Lozano, Félix Hernán, Cándido Hernán, Leandro Cuenea, Román García, Joaquín Galán, Justa Asenjo, María Castro, Gregorio Jiménez, Martín Garcés, Joaquín Gutiérrez, Crisantes García, José González, Valentín Pascual López, José Menéndez, Guillermo López, Isidro Carballo, Severiano Alvarez, Pedro Ontán, José Abella, Juan Eolo, Jesús Castellanos, Ramón Sanz, Teresa Quilez, Inocencia de Castro, Josefina López, Juan Torcillo, Vicente Moriones, José Aguilar, Salvador Aguilar, Antonio Peña, José Martín, José Lizarreta, Luis Blanco, Angel Anchelergues, Avolino García, José Coronas, Tomás García, José Martínez, Lorenzo Martínez, Juan Vallés, Juan Quintana, Primo Papescy, Luis López, Valentín Pascual Abad y Fortunato Alcaide.



ENCORE DES JUGEMENTS ET PEINES DE MORT

José Garcia Freire s'était réfugié à Casablanca (Maroc français). Croyant aux trompeuses promesses de Franco, retourna en Espagne en 1946 où il fut arrêté immédiatement après son retour à cause de ses antécédents républicains. Jugé par la Cour Martiale qui eut lieu à Madrid le premier juin 1949, fut condamné à la peine de mort.

Il se trouve actuellement dans les cellules basses de la Prison Provinciale de Madrid, en attendant le moment de l'exécution.

La Cour Martiale qui s'est célébrée à Madrid le 4 juin 1949, a condamné:

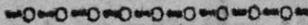
Nemesio Parra Ropero, petition fiscale:	20 ans.....	Condamné à	30 ans de prison
Virgilio Jiménez Cerisco, " " :	20 "	" " "	25 " " "
Abundio Arribas Prieto, " " :	20 "	" " "	25 " " "

Ont comparu devant la Cour Martiale qui eut lieu à Madrid le 17 juin 1949:

Trinidad Escudero Rivas, demande fiscale:	20 ans.....	Condamnée à	12 ans et un jour.
Dionisia Castillo Gómez, " " :	30 "	Cond. à	20 ans.
Arcangel Alamo Romero, " " :	Peine de mort	" "	à 25 "
Antonio Esteban Garbi, " " :	" " "	" "	à 30 "
Eduardo Martinez Carmona, " " :	" " "	" "	à 30 "
Eugenio Sánchez Dieguez, " " :	" " "	" "	à la peine de mort.

Ils habitaient Ciudad-Real et Albacete, où ils vaient constitué une entité anti-franquiste.

A été Juge d'Instruction le Colonel Enrique Eymart, dénommé le Himmler espagnol.





En la madrugada del día 25 de Marzo fue fusilado en Madrid Jerónimo Martín Muñoz, que en reciente Consejo de Guerra celebrado en la Capital de la Nación fue condenado a muerte por actividades políticas contra el régimen franquista. El sumario contra Jerónimo Martín fue instruido por el Coronel del Ejército Enrique Eymar.

ENCUENTRO
MAYO 2
1938



INDEX DES MATIERES

Le Congrès de l'Europe	Page 2
L'immoralité administrative du franquisme, vue par la presse américaine...	" 3
L'Espagne obtiendra tous les crédits dont elle a besoin, si Franco abandonne le pouvoir, dit le "DAILY MAIL"	" 3
Le peuple des Philippines est pour la République Espagnole.....	" 4
Le Président du Guatemala reçoit la plus haute décoration cubaine.....	" 4
Il faut libérer le peuple espagnol de la dictature franquiste, demande la presse italienne	" 5
La marine marchande espagnole	" 5
Les Syndicats britanniques et le régime franquiste	" 6
Paris est une ville arriérée et ignorante, affirme la presse franquiste...	" 6
Appel d'un groupe d'intellectuels	" 6
L'Espagne et la défense des Pyrénées	" 7
Le fascisme espagnol inaugure l'offensive contre les démocraties	" 7
Le discours de Mr. Alvaro de Albornoz à Mexico	" 9
Proposition de résolution du Congrès de l'Europe	" 11
La terreur franquiste. - Nouvelles condamnations et exécutions	" 11
Arrive à Paris Mr. Alvaro de Albornoz, Chef du Gouvernement Républicain Espagnol à l'exil	" 12

400 P 848 R3



LE CONGRES DE L'EUROPE

Ces jours-ci a lieu à Strasbourg, la belle ville alsacienne, l'Assemblée Générale du Conseil de l'Europe. Les plus significatifs représentants de la démocratie européenne ressemblent leurs efforts, leurs volontés, leurs intelligences, leurs expériences, pour donner à l'Europe tourmentée, victime de deux guerres dévastatrices, des bases solides à sa sécurité et assurer ainsi la liberté et le bien-être pour tous les Européens.

Travail ardu, mille fois plus difficile que les douze travaux que la mythologie attribue à Hercule, celui des législateurs réunis aux bords de l'Ill! Il ne s'agit pas de créer un nouveau super-Etat politique pour faire face à d'autres super-Etats dans le but machiavélique de décider de par sa propre volonté -et peut-être dans son bénéfice exclusif- les formes du futur équilibre mondial. L'idée est plus profonde, plus généreuse aussi. L'Europe, bouleversée et appauvrie, veut se régénérer à elle-même; elle veut redevenir ce qu'elle a toujours été: petite de par son extension, mais grande par son contenu, grande par son génie créateur de civilisations, cultures et continents, grande par sa puissance fécondatrice des grands idéaux de liberté, confraternité et justice.

Le Congrès de l'Europe est, à vrai dire, une nouvelle facette de la lutte éternelle pour l'idéal. C'est la manifestation de l'incessante inquiétude humaine qui pousse les hommes -peut-être sans qu'ils s'en rendent compte- vers la recherche de nouvelles formes de relation et existence, plus solides, plus justes, plus humaines.

Des tentatives similaires, entreprises antérieurement, ont abouti à l'échec, parce que l'on a sacrifié l'idéal à une politique "opportuniste" contraire au dit idéal. Les erreurs politiques ainsi commises n'ont fait que dévier pendant quelque temps -mais jamais changer entièrement- la marche progressive de l'humanité. Ces erreurs, qui ont enrichi le trésor de notre expérience, constituent aussi la preuve que la société n'était pas encore préparée pour jouir des formes supérieures de l'existence, quoique dans sa conscience les exaltait et son esprit les convoitait.

La Société des Nations aboutit à l'échec parce que les nations n'étaient point préparées pour vivre en société. Les Nations Unies s'enfoncent chaque jour un peu plus dans la pente du discrédit, parce que l'universalité dans l'unité -condition de la pensée démocratique- est un concept peu ancré encore dans la mentalité des pays peu évolués qui chiffrent dans l'uniformité leur critérium unitaire. Et le Conseil de l'Europe finira dans un succès ou un échec, selon le degré d'exactitude comment il saura interpréter les responsabilités politiques auxquelles devra faire face une Unité Européenne vraiment efficace et utile; c'est à dire, selon le degré de maturité démocratique de l'Europe actuelle.

Les mesures symboliques, par exemple, sont signe de sagesse politique si elles enferment la volonté décidée et ferme d'aller plus loin du symbolisme pur, aussitôt que le Conseil aura établi et solidifié ses structures propres. Mais elles ne seront qu'une diversion stratégique, démonstrative de l'inexistence réelle et l'inopérance pratique dudit organisme -symptôme précurseur de sa désapparition prochaine- si elles n'ont d'autre but que celui d'essayer d'écluser un problème brûlant, duquel dépend rien de moins que la liberté de millions d'Européens, avec des simples digressions rhétoriques.

Tout organisme jeune qui veuille bien se fortifier, a besoin d'une victoire morale. La Société des Nations ne sut pas profiter de l'occasion que Mussolini lui offra. Le même ont fait les Nations Unies en tolérant d'une façon incompréhensible la continuation du fasciste Franco au pouvoir en Espagne. Le Conseil de l'Europe doit conquérir l'autorité et le prestige qui ont manqué aux autres organisations de nations, et dont l'absence a été, qu'elles le veuillent ou non, leur principale faiblesse. Pour cela, le Conseil de l'Europe doit avant tout faire face à ce test: le problème de l'Espagne, celui qui émeut plus que tout autre la conscience universelle là où il est évoqué.

Que le Conseil de l'Europe accomplisse ses devoirs, et l'Europe sera.

**L'IMMORALITE ADMINISTRATIVE DU FRANQUISME,
VUE PAR LA PRESSE AMERICAINE**

Le journal "CHRISTIAN SCIENCE MONITOR", de Philadelphie, a publié un article relatif à l'immoralité administrative du régime franquiste. Il dit notamment:

"Il y a une chose sur laquelle les Américains et les Espagnols sont d'accord: la situation de l'Espagne est mauvaise, et elle empire de jour en jour... La seule source des financiers et industriels espagnols résidait dans un emprunt des Etats-Unis. La négative de Mai fut un coup terrible pour eux.

"Elle avait une portée réelle la suggestion de certains fonctionnaires américains qui estimaient qu'avant de demander un crédit à Washington, Madrid devrait réduire radicalement le budget de l'armée, de la marine et de la Garde Civile, qui dépasse les 500.000 hommes. Les dits fonctionnaires croient que plus de démocratie et moins de fascisme permettraient à l'Espagne de faire des économies de la même valeur que les crédits demandés aux Etats-Unis.

"Le manque d'honnêteté et la subornation se trouvent trop souvent en Espagne, de même que dans tous les pays où les contrôles officiels rigoureux vont ensemble avec l'inefficacité. Quoique l'importation de voitures de luxe soit légalement défendue, les rues espagnoles en sont pleines et l'on connaît bien auquel fonctionnaire il faut s'adresser pour obtenir une licence d'importation moyennant un pourboire de 4.000 dollars (le prix des voitures américaines est d'environ 8.000 dollars). Récemment, un important industriel de Barcelone demanda au Ministère correspondant une licence pour importer une machine très spéciale qui n'avait jamais été fabriquée et dont il devait commander préalablement la fabrication; il déposa au Ministère les plans de la machine, et peu de temps après sa demande fut rejetée. Quelques mois plus tard, un fonctionnaire du Ministère rendit visite audit industriel pour lui proposer la même machine à un prix fantastique du marché noir."

**SI FRANCO ABANDONNE LE POUVOIR, L'ESPAGNE OBTIENDRA TOUS
LES CREDITS DONT ELLE A BESOIN, DIT LE "DAILY MAIL".**

Le "Continental Daily Mail" publie un article de son correspondant à Washington, Mr. Ralph Izzard, au sujet du problème espagnol.

Il fait d'abord l'examen des différentes thèses qui existent aux Etats-Unis sur l'Espagne franquiste, et ensuite envisage la position officielle, bien connue, du Gouvernement, dans ces termes:

"Les sondages effectués par le Département d'Etat sur l'opinion du pays sondages bien plus dignes de foi que ceux organisés par des organisations similaires privées prouvent qu'il y a une puissante opinion populaire, hostile à toute sorte d'accords avec l'Espagne franquiste.

"Ce même état d'esprit existe aussi bien parmi les adhérents du Parti Démocrate que du Républicain, et même dans un nombre extraordinairement élevé de catholiques, ce qui donne un immense support moral à la position du Président Truman."

En ce qui concerne les possibilités de l'Espagne franquiste d'être admise au Pacte Atlantique, l'article dit ce qui suit:

"L'admission de l'Espagne franquiste au Pacte Atlantique signifierait l'abandon des principes moraux qui l'inspirent. Par cette raison, les Etats-Unis seront opposés à l'admission de l'Espagne de Franco dans ledit Pacte, en employant d'ailleurs l'argumentation connue que l'admission de l'Espagne actuelle affaiblirait le Pacte bien plus qu'elle ne le renforcerait.

"On estime à Washington que cette admission produirait inévitablement le glissement de l'opinion de la France et de l'Italie vers l'extrême gauche, danger qui a été déjà signalé dans leurs protestations, aussi bien par les libéraux que les socialistes. Et il



serait de la folie fomentier l'instabilité politique dans les pays stabilisés".

Et l'article finit avec ces remarques:

"L'attitude américaine actuelle semble être celle d'offrir des crédits en échange de l'introduction en Espagne de réformes de caractère politique et économique.

"Si l'Espagne donnait des pas définitifs vers la restauration des libertés citoyennes, ou mieux encore, si le Général Franco suivait le conseil de ceux qui lui recommandent de démissionner, alors l'Espagne serait immédiatement admise aux Nations Unies et au Pacte Atlantique. Et elle aurait ainsi toute l'aide en dollars dont elle a besoin".

LES PHILIPPINES ET LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

(Déclarations du Sénateur Mr. Sotto)

Le Sénateur Mr. Sotto, avocat et périodiste renommé, Délégué des Philippines aux Nations Unies, a expliqué à la presse la position de son pays vis-à-vis du problème espagnol. Le Sénateur Sotto dit ce qui suit:

"Je n'ai pas voulu assister, de mon propre gré, à la session plénière de l'O.N.U. lors de la votation sur le problème espagnol, pour ne pas consacrer avec ma présence le triste spectacle de voir la Délégation de mon pays voter en faveur du dictateur allié de Hitler et Mussolini.

"Il se passe, en effet, que d'accord avec les règlements et pratiques des Nations Unies, un délégué n'a pas de liberté d'action. Chaque Délégation de cinq membres ne représente qu'un seul vote collectif, et ce vote collectif doit obéir aux instructions reçues du Gouvernement respectif. Dans le cas des Philippines, par exemple, aucun des membres de la Délégation n'aurait favorisé Franco. Mais l'actuel Président des Philippines avait donné des instructions terminantes au Chef de la Délégation, Général Carlos P. Romulo, de voter en faveur de Franco, et quoique deux jours avant la votation j'avais envoyé un cablegramme à Manille en demandant la ratification des dites instructions, notre Chef du Gouvernement répondit, après la votation, que mon télégramme, était arrivé trop tard!

"Il y a des détails significatifs -continua le Sénateur Mr. Sotto- que le public doit connaître. Ce sont: 1.- Qu'au moment de la votation, tous les délégués de mon pays étaient absents, et il ne se trouvait au Salon qu'un substitut: le docteur Pedro Velarde; et 2.- Qu'après la votation, la Délégation philippine, le Général Romulo en tête, rentrèrent au Salon et furent des premiers en applaudir avec chaleur le résultat de la votation, défavorable au régime nazi-fasciste de Franco.

"Parce que, quel qu'on dise, nous les Philippines, nous ne pouvons pas rester indifférents aux malheurs actuels de l'Espagne, et notre désir le plus cher c'est de voir restaurée par n'importe quel moyen la glorieuse République Espagnole".

LE PRESIDENT DU GUATEMALA REÇOIT LA PLUS HAUTE CONDECORATION CUBAINE

Le 29 juin, au Salon de réceptions du Palais National, le Président de la République guatémaltèque, Docteur Juan José Arévalo, fut imposé de la Grande Croix de l'Ordre National du Mérite "Carlos Manuel de Céspedes", par Mr. Eduardo Abela Villarcal, Ambassadeur extraordinaire du Président de Cuba, Docteur Carlos Prío Socarrás.

Au moment d'imposer la plus haute condecoration cubaine, l'Ambassadeur de ce pays prononça un très brillant discours, qui finit avec ces mots:

"Les Gouvernements de Cuba et du Guatemala labourent de façon infatigable, éclairés par les lucurs d'une torche brillante: la Démocratie. Dans les mains pleines de vigueur et d'enthousiasme de deux jeunes Chefs: le Docteur Carlos Prío Socarrás et le Docteur Juan José Arévalo, se trouvent les rênes que conduisent les coursiers de la gloire de ces deux peuples qui s'aiment, s'admirent, et, réciproquement, s'aiguillonnent".

Le Président du Guatemala répondit avec des paroles pleines d'émotion, qui soulignent la signification de cet acte. Il dit notamment:

"Cuba et Guatemala peuvent employer ce langage en ces moments. Et l'amitié que mon



Gouvernement voué à Cuba a d'autant plus de valeur étant donné que nous n'avons pas de relations avec le Nicaragua de Somoza, le Santo Domingo de Trujillo, l'Espagne de Franco, et les Gouvernements qui ont pris le pouvoir par assaut au Pérou et au Venezuela. Les décorations entre Cuba et le Guatemala ont la hiérarchie d'un acte diplomatique, sans séquences d'obligation ni de compromis. Entre Cuba et le Guatemala, sur la mer, court une veine géologique de grande fermeté effective, qui va de Gouvernement à Gouvernement, et de peuple à peuple".

IL FAUT LIBERER LE PEUPLE ESPAGNOL DE LA DICTATURE FRANQUISTE, DEMANDE LA PRESSE ITALIENNE.

Le journal "LA VOCE REPUBBLICANA", de Rome, a publié un article de son collaborateur Aldo Vinci, intitulé "Il faut libérer le peuple espagnol de la dictature de Franco".

L'article proteste contre la situation paradoxale que signifie la présence de Franco au pouvoir, quatre ans après la victoire des démocraties alliées, et souligne la nature fasciste du régime espagnol.

Signale que les principaux partis démocratiques espagnols se sont mis d'accord, à travers du Gouvernement de coalition qu'ils ont constitué, présidé par Mr. Albornoz, d'offrir à leur pays et au monde entier toutes les garanties nécessaires pour un changement pacifique du régime, et ajoute que les possibilités de restauration de la monarchie sont presque inexistantes, étant donné que l'idée monarchiste est peu enracinée au pays.

Ensuite il parle de l'atmosphère d'insupportable intolérance qui existe dans l'Espagne actuelle, et ajoute que toute la vie spirituelle de la nation est au mains du Haut Clergé, mais que les prêtres intelligents et bien renseignés se rendent compte de ce qu'elle est ébranlée l'adhésion de l'Eglise à l'Etat franquiste, hâf par l'immense majorité du peuple espagnol.

Parle de l'Armée en disant que constitue une caste parasitaire qui absorbe les 60 % du budget espagnol, mais il y a aussi beaucoup d'éléments contraires à Franco.

"Cependant -il dit- le principal sujet de méditation est la grave situation économique. L'Espagne est un pays agricole, qui avant produisait des céréales en telle quantité, qu'il était difficile de maintenir les prix à un niveau rémunérateur. La production de céréales s'est réduite à la moitié, et le pays est condamné à la famine".

"Une autre raison de la décadence -ajoute- se trouve dans les syndicats phalangistes, qui prétendent diriger la production, et qui en réalité l'obstruent avec des règlements absurdes et formalités interminables, qui empêchent l'initiative, diminuent le rendement et dégoûtent la bonne volonté."

"Mais ce qu'il y a de plus grave c'est que le régime de Franco traite l'Espagne comme un pays occupé, et l'exprime et la saccage comme avant le faisait avec le Maroc".

Et l'article finit ainsi:

"Il est du propre intérêt de tous les pays démocratiques de se débarrasser de ce régime odieux et oppresseur. Car nous ne devons pas nous faire des illusions à ce sujet: la paix, la liberté et la démocratie sont un tout indivisible, et ce qui affecte à l'une d'elles se reflète et répercute dans nous, car nous sommes arrivés au point -par Goethe signalé- où les sentiments et conditions de n'importe quel peuple doivent nous éouvoir et nous intéresser comme si c'étaient ceux de notre propre pays".



LA MARINE DE COMMERCE ESPAGNOLE

Au sujet du problème des constructions navales marchandes, l'on commente dans les milieux maritimes barcelonais que les usines espagnoles n'ont pas assez de commandes pour empêcher la paralysation des travaux d'une façon définitive. On signale qu'il y a des pays, comme la Norvège, qui avant la guerre ne disposaient que de quatre millions et demi de tonnes et maintenant elle en compte sept, et l'Argentine que de 300.000 tonnes avant la guerre est passée à un million, on souligne que la marine marchande espagnole n'était pas encore arrivée, en janvier 1949, au tonnage de 1935 en bateaux supérieurs à 1.000 tonnes. Voici les chiffres, suivant les statistiques franquistes elles-mêmes:

Avant la guerre mondiale:	292 bateaux avec	1.601.749 tonnes.
En janvier 1949	: 283 " " "	972.938 " "

LES SYNDICATS BRITANNIQUES ET LE REGIME FRANQUISTE

Le syndicat britannique du Transport et Métiers Variés, le plus important de la Grande Bretagne, a approuvé à la Conférence annuelle qui s'est tenue à Scarborough une résolution contre le régime fasciste du Général Franco.

La résolution signale que le Syndicat donnera son appui aux efforts qui se réalisent pour stimuler les forces démocratiques espagnoles dans leurs activités pour assurer la chute de la dictature de Franco et la restauration des libertés démocratiques. La Conférence ratifia aussi la résolution adoptée il y a quelques mois par le Conseil Général des Syndicats britanniques vis-à-vis du problème espagnol, qui demandait l'application de l'accord de l'O.N.U. de décembre 1946 et réclamait l'adoption par le Conseil de Sécurité de toutes les mesures nécessaires pour parer à la situation, en limitant les relations commerciales avec l'Espagne franquiste au moindre niveau possible "si en Espagne ne s'établit pas un Gouvernement démocratique dans un délai raisonnable".

PARIS EST UNE VILLE ARRIERE ET IGNORANTE, DIT LA PRESSE FRANQUISTE.

La revue "DESTINO", de Barcelone, dans son édition du 25 juin écoulé, publie une chronique de son collaborateur Angel Zufiga, dont voici un extrait:

"A Paris l'on joue encore les films dans leur langage original. Ceci, naturellement, c'est une preuve de plus du retard et l'ignorance de la capitale française, qui ne connaît pas, comme nous les connaissons, les délices des doublures et les avantages énormes que celles-ci ont apporté à la cause de la civilisation".

Après avoir lu cette amusante information, personne ne pourra plus s'étonner que Franco, dont l'éducation littéraire n'est pas encore entamée, ait été nommé le Premier Périodiste de l'Empire Vertical et Bleu.

APPEL D'UN GROUPE D'INTELLECTUELS

"Un Comité d'Aide et de Protection aux démocrates espagnols vient de se former sur l'initiative de la Fédération Espagnole des Déportés et Internés Politiques. Ce Comité se propose, comme unique but, de venir en aide aux victimes d'une injustice historique qui ne se perpétue qu'avec la complicité ou le silence de ceux qui ont les moyens de la faire cesser. Les hommes qui composent le Comité se sentent donc obligés de limiter autant qu'ils le pourront les effets de cette injustice. Ne pouvant encore restaurer la liberté de l'Espagne ils veulent du moins préserver les vies espagnoles pour assurer l'avenir même de cette liberté. Ce n'est pas la politique ici qui est en cause, mais la solidarité des hommes libres. A ces

hommes libres, quelle que soit leur appartenance, le Comité fait appel pour qu'ils se joignent à lui et pour qu'une force internationale se manifeste qui aide à préserver tout ce qui pourra l'être de cette Espagne de l'exil ou des prisons qui est pour nous la véritable Espagne".

Cet appel porte les signatures suivantes: MM. André Gide, François Mauriac, Albert Camus, Jean-Paul Sartre, Remy Roure, René Char, Ignacio Silore, Carlos..., Altman, Claude Bourdet, André Breton, Georges Orwell, Pablo Casals, Jef Last, Henriette Roland-Holst et O. Schitt.

Adhésions et donatifs au siège de la F.E.D.I.P. - 51, rue de Boulainvilliers - Paris XVIIe.

L'ESPAGNE ET LA DEFENSE DES PYRENEES

Voici un extrait d'une lettre adressée par le Conseil National de la Gauche Républicaine Espagnole, qui travaille dans la clandestinité en Espagne, à ses coreligionnaires de l'extérieur :

"La situation intérieure de l'Espagne est un chaos gigantesque et progressif, quoi qu'ils disent par la presse et la radio les bourreaux de l'Espagne. Les Espagnols ne comprennent pas l'attitude maladroite suivie vis-à-vis du problème espagnol par les Truman, les Bevin et les Atlee, aussi vaillamment traités par le franquisme.

"Nous estimons ridicules et dépourvus de fondement ces déclarations de personnes d'une certaine responsabilité qui affirment qu'un communisme triomphant en Europe serait arrêté aux Pyrénées. Par qui? Par une Espagne corrompue et affaiblie? Par une Armée et une Phalange -maîtres absolus du pouvoir- qui ont prouvé leur vaillance que dans la tuerie des Espagnols? penser autrement serait vivre ignorants d'une réalité que nous touchons et à laquelle nous faisons face tous les jours".

LE FASCISME ESPAGNOL INAUGURE LA NOUVELLE OFFENSIVE CONTRE LES DEMOCRATIES.

Pendant la dernière guerre mondiale, l'on croyait les Alliés décidés à en finir, non seulement avec les fascismes hitlerien et mussolinien, mais encore avec tous les restes de fascisme éparpillés sur la terre.

Dans un monde divisé en deux blocs, l'on parlera et abusera même de la guerre froide; mais la guerre chaude, la guerre vraie et dévastatrice, est impossible. Par contre, si côte-à-côte du communisme et de la démocratie l'on laisse le fascisme redevenir maître de deux pays de deuxième ordre, la guerre deviendra inévitable. Le caractère contagieux du fascisme transforme en danger latent pour la paix la simple existence d'Etats fascistes et même de factions fascistes dans l'aire démocratique.

L'Etat espagnol fasciste est donc une menace pour la paix. Si aux temps qui suivirent immédiatement la chute de Hitler et Mussolini, la presse espagnole adopta un langage de circonstances, qui ne pouvait tromper qu'à ceux qui ne connaissent pas l'essence et les buts du fascisme, aujourd'hui ladite presse a repris la tactique préférée de Hitler; obtenir, avec des mensonges et injures, la dislocation psychologique de l'adversaire -qui n'est d'autre que les démocraties, qui dans le temps étaient déjà les principaux adversaires du Führer allemand.

En plus de l'aide matérielle que le fascisme espagnol offre et a offert aux soulèvements militaires en Amérique, et l'aide qu'il est en train d'offrir aux diverses factions fascistes en Europe, la presse franquiste des derniers temps nous donne des preuves évidentes des buts qu'elle poursuit :

Attaques contre le Mexique

"A l'occasion des élections générales pour le Congrès de la République Mexicaine, s'est mis en évidence, une fois de plus, l'énorme fraude des démocraties, où, sous le signe apparent de la liberté, les tentacules de la hydre massonique s'emparent des pays et détruisent leur liberté et leur indépendance... La brave terre mexicaine est



enchaînée et fouettée par des tyrannies despotiques sous le signe de la démocratie". ("Arriba", de Madrid, le 6 août 1949).

Attaques contre les Etats-Unis

"Nous ne nous trouvons pas devant le fait isolé d'une femme véridique et digne (Mrs. Franklin D. Roosevelt), mais de tout un système qui se développe dans tout l'Etat, dont l'insensée dame américaine apparaît comme la championne... Eleanor Roosevelt est un de ces cas qu'en Espagne nous appelons des viragos".

"La Franc-Maçonnerie peut dans ce cas jouer le rôle de filéau. Aux Etats-Unis se lève la puissance de la Franc-Maçonnerie, qui envahit le terrain de la politique, de la justice, de l'enseignement et toutes les oeuvres philanthropiques en général... Mr. Truman occupe le degré 33 dans la Franc-Maçonnerie; il est donc un peu plus Franc-Maçon que ses prédécesseurs". ("Arriba", de Madrid, le 9 août 1949).

Attaques contre l'Angleterre

"L'Europe voit de nouveau dans l'Angleterre son ennemi le plus acharné, celle qui l'a couverte plusieurs fois de ruines, la tua de famine, la dévasta à sang et feu... Aux yeux des Européens, l'orgueilleuse Albion apparaît aujourd'hui ruinée, à conséquence d'une guerre qu'elle même incuba pendant 20 années... L'Angleterre démantèle, non seulement les usines de guerre allemandes, mais toutes celles qui pourraient rivaliser avec sa propre industrie, et elle a volé les colonies à l'Italie sous le masque des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes... La politique de l'Angleterre est dictée par la haine de tout ce qui est européen."

("El Pensamiento Navarro", de Pampelune, 28 juillet 1949).

Attaques contre l'Union Européenne

"La pauvre Europe radote et tombe dans l'enfance... Que peut-on attendre du Congrès de Strasbourg? Quelques accords et pactes sans efficacité, qui iront s'enterrer dans ce pourrissoir de traités qui est l'Europe". ("A.B.C.", de Madrid, 9 août 1949).

"En attendant, le Congrès de Strasbourg s'amuse au son de la voix frémissante du magnifique littérateur, père et protecteur d'utopies politiques: Edouard Héribot". ("A.B.C.", de Madrid, 11 août 1949).

"A Strasbourg l'on renouvelle la sentence de futures guerres européennes." ("Arriba", de Madrid, 18 août 1949).

Attaques contre la France

"L'escamotage du territoire allemand de la Sarre ne figure pas dans l'ordre du jour. Il ne figure que dans les intentions avouées par la Délégation Française d'incorporer la Sarre dans l'économie française... C'est quelque chose que d'assister à ce spectacle qui nous offre la nation la plus "européissante" de l'Europe, profitant de la première opportunité pour abuser d'autant d'idéalisme pour faire un jeu aussi mal-propre... A telles habitudes privées, telles normes de la vie publique et internationale... A vrai dire, il n'y a pas de raison pour que la morale de Strasbourg soit plus élevée que celle de l'ubiquitaire marché noir". (De "Arriba", de Madrid, 18 août 1949).

.....

Défense d'Otto Abetz

"La sentence contre Otto Abetz est, parmi combien de preuves de la corruption de la justice, la plus récente et l'une des plus scandaleuses. Elle révèle la peur, l'ingratitude, le défaut monstrueux de conscience propre et un manque absolu de respect de la conscience universelle, qui a connu la sentence avec répugnance".
 ("La Voz de España", de San Sébastien, 7 août 1949).

Après la lecture de ces quelques lignes, il n'est pas licite ni politique douter que l'Espagne franquiste soit en train de préparer l'avènement d'un nouveau Hitler ou d'un nouveau Mussolini. Aussi il est évident qu'un régime qui condamne son peuple à la misère et à l'esclavage, ne peut pas être un allié sûr dans la défense des grands principes de la civilisation occidentale.

LE DISCOURS DE MR. ALVARO DE ALBORNOZ A MEXIQUE

Le 8 courant a eu lieu à Mexico un acte en hommage à la République Espagnole et à son Chef du Gouvernement, Mr. Alvaro de Albornoz. Voici quelques extraits du magnifique discours prononcé à cette occasion par Mr. Albornoz:

"L'Armée de la Patrie et de la liberté"

"Il avait raison le Général Miaja, le grand soldat du peuple. L'Armée Espagnole avait toujours été l'Armée de la Patrie et de la Liberté.

"Il fut besoin que le virus nazi-fasciste s'inoculasse dans une grande partie de l'Armée espagnole pour que celle-ci se désespagnolise, se déshumanise, et fut capable de combattre sur le territoire national, à côté des troupes étrangères, sous des Chefs étrangers, avec des armes et bannières étrangères, contre la Liberté et contre la Patrie.

"Par bonheur, l'âme de cette Armée-là survit. A l'intérieur et à l'extérieur de la patrie, en dehors du clan des fauteurs de guerre civile et maîtres du marché noir, des milliers de Chefs et Officiers, formés dans la tradition de loyauté et d'austérité du soldat espagnol, attendent le moment de se réincorporer à nouveau dans l'Armée de la Liberté et de la Patrie.

Hommage aux peuples qui défendent la cause de l'Espagne

"Permettez-moi que, en représentation du Gouvernement, decline l'hommage que vous lui rendez en ma personne, pour l'offrir aux peuples qui soutiennent la cause de l'Espagne non seulement aux peuples de l'Europe, mais à tous les peuples du monde et spécialement à ceux de l'Amérique parce que, eux tous, par dessus des dictatures et des petits tyrans, sentent l'amour de l'Espagne démocratique et libérale.

"Il y a dix ans que sont arrivés en Amérique les premiers contingents d'immigrants. Depuis lors, combien de peines, combien de luttes, combien de nostalgies, combien d'amis qui sont partis pour toujours! mais aussi, combien d'encouragements, combien d'aides, combien d'espoirs...! Nous devons au Mexique la reconstitution des Institutions républicaines à l'exil. Cela, la République Espagnole ne l'oubliera jamais. Maintenant ce sont ces pauvres, humbles hommages des exilés; demain ce sera l'hommage de toute l'Espagne, lorsqu'on inaugure à Madrid, de nouveau capitale de la République, le monument au Mexique et à tous les peuples de l'Amérique.

La lutte religieuse

"L'expérience historique réprouve, condamne la violence en matière d'idées, et surtout en matière religieuse: ni persécutions de Dioclétien, ni guerres d'Albigois, ni tueries de catholiques, ni extermination d'hérétiques. Tolérance et liberté pour tous sans oublier l'Espagne, où l'on persécute les protestants et les Franc-Maçons sont ni hors la loi comme s'il s'agissait d'un crime ou d'une infamie. Faisons des vœux pour que l'effort que fit possible au siècle XIII, à l'aide de la puissante intelligence de



Saint Thomas d'Aquin, la synthèse de toutes les cultures de l'Occident, fasse possible la synthèse de toutes les grandes cultures du Monde moderne. Parce que la synthèse dans la lutte des idées, des doctrines, des croyances, des organisations politiques, des systèmes économiques et sociaux doit être augustement présidée par la conscience humaine.

La tension internationale et le problème de l'Espagne

"Il n'y a pas de doute que la tension internationale empêche de considérer sérieusement, impartiellement, le problème de l'Espagne; mais aussi il est certain que sans résoudre le problème de l'Espagne il n'y a pas de moyen d'organiser démocratiquement l'Europe occidentale.

"Il faut que les démocraties européennes, grandes et petites, élargissent leur vision. Il faut que les Gouvernements fassent quelque chose de plus que de s'abstenir de vant d'initiatives qui, comme celle du Brésil, mettent en danger la résolution des Nations Unies de 1946, s'exposant ainsi à se trouver un jour avec Franco assis à Lake Success, promenant dans l'Assemblée son cynique sourire. Il faut que les grandes organisations ouvrières du monde démontrent de façon plus efficace leur solidarité avec les travailleurs espagnols esclavisés. Il faut demander et obtenir que les investigations que l'on demande pour d'autres pays se réalisent en Espagne, pour que l'on sache comment sont violés et foulés-là tous les droits fondamentaux et tous les attributs essentiels de la personne humaine. Il faut que l'on invoque pour l'Espagne cette Déclaration universelle des Droits de l'Homme, dont l'insigne Madame Roosevelt est tellement orgueilleuse.

"Il faut donner, fortement, virilement, la sensation que le peuple espagnol n'est pas disposé à supporter éternellement la tyrannie qui pèse sur lui, et ceci intéresse de même à la liberté et au décaum de l'Espagne, qu'à l'ordre du monde et à la décence internationale.

Le mouvement intérieur

"Il est besoin de donner l'impulsion nécessaire à l'opinion antifranquiste pour qu'elle puisse se manifester et empêcher que ceux qui ont la valeur de faire étalage de leurs opinions politiques, soient considérés comme des malfauteurs publics. Il faut stimuler les attitudes juridiques de l'opposition. Il est besoin de maintenir les Espagnols dans l'exercice des droits qui lui sont violés et volés. Il faut appuyer la résistance passive du pays, car devant une manifestation de l'opinion publique de toute l'Espagne, le régime franquiste ne pourrait plus tenir. Nous devons et nous pouvons collaborer à cette labeur dès l'extérieur, et le Gouvernement que je préside, pour faire cela, la seule chose qui lui manque ce sont les moyens nécessaires, pour mener à bien cette oeuvre, qui ne peut être réalisée avec de la bonne volonté seulement.

Le Manifeste italien

"La démocratie italienne vient de s'adresser à l'opinion européenne en demandant que le problème de l'Espagne ne soit plus éludé. La démocratie italienne affirme qu'il est besoin de décisions précises et rapides, qu'il faut réparer la coupable inertie des hommes d'Etat, que la tragique attente du peuple espagnol ne peut plus durer, et que la prolongation intolérable de la situation de l'Espagne met en danger la renaissance démocratique de l'Europe. L'appel de la démocratie italienne peut et doit être le point de départ d'une intensive action européenne, et mon Gouvernement a le propos de consacrer à celle-ci, dans sa prochaine étape d'actuation, son effort maxime.

La République et la vie nationale en commun

"De même pour l'action intérieure que pour l'action internationale, et malgré les insuffisances dérivées principalement du manque de ressources économiques, il ne peut y avoir d'autre instrument que le Gouvernement républicain à l'exil, expression de la légalité républicaine, c'est-à-dire, du dernier régime que le peuple espagnol voulut se donner et se donna de par sa volonté souveraine.

"La République est une forme de Gouvernement qui reçoit toujours son contenu de l'opinion publique. En ces moments, la formule de l'opinion publique espagnole ne peut être que celle de la vie nationale en commun.



"Le sauvetage de l'Espagne ne peut être l'oeuvre des partis, ni des groupements, ni des classes, ni des confréries. Il doit être l'oeuvre de l'Espagne entière. Et cela implique, sur la base inexorable du respect de la personnalité humaine, une trêve politique d'un demi siècle, pour que l'Espagne, consacrée à l'effort, au travail à la science, au sacrifice, à l'idéal, puisse retrouver dans ses entrailles fécondes et inépuisables, assez d'énergie pour réaliser les grandes entreprises auxquelles son génie immortel la pousse.

Notre républicanisme

"Après ce que je viens de dire, l'on comprend bien que nous ne sommes pas de ceux qui veulent des solutions catastrophiques; que nous ne sommes pas de ceux qui voudraient une terrible révolution. S'il y a des possibilités de solutions transitoires d'une évolution pacifique vers un régime démocratique, les Institutions républicaines ont dit et répété que leur attitude est de ~~les empêcher~~ ne pas les empêcher, de les favoriser même, sans impliquer leur responsabilité, naturellement, dans des entreprises contraires ou étrangères à leur mission historique ou à leur esprit.

"Notre républicanisme n'est point un républicanisme sectaire, partisan. Est un républicanisme qui, en même temps qu'il se manifeste d'esprit irréductible, se soumet respectueusement, patriotiquement, à la volonté nationale. Un républicanisme que nous ne voulons pas imposer par la violence à personne, mais, au contraire, que nous faisons offrir à la Patrie, disposé personnellement à tous les sacrifices, jusqu'au sacrifice de l'annulation, à l'autel de la salvation de l'Espagne".

Une longue et enthousiaste ovation salua les dernières paroles de l'orateur.

PROPOSITION DE RESOLUTION AU CONGRES DE L'EUROPE

Plusieurs Délégués à l'Assemblée de l'Europe qui se tient à Strasbourg, ont signé une proposition de résolution qui dit ainsi :

"L'Assemblée, pour affirmer la solidarité de tous les peuples européens et souligner l'espoir de voir l'Assemblée représenter, un jour, la totalité de l'Europe, décide de réserver, à titre symbolique, un certain nombre de sièges vides aux nations européennes qui ne peuvent actuellement y être représentées".

Signés: MM. Philip, Churchill, Serrarens, Macmillan, Akan, Antonopoulos, Azara, Bastianetto, Balta, Bastid, Boggiano Pico, Bolifraud, Bonnefous, Boothby, Campilli, Cappi, Cingolani, Erten, Giacchero, Gulck, Loesch, Maccas, Mollet, Montini, Motz, Odyak, Parri, Reynaud, Rozakis, Schumann, Teitgen, Smitt Ingebretsen, de Menthon, Ruini, Drossos, de Felice, Bohy, Bidault.

La proposition a été renvoyée à la Commission du Règlement et des Privilèges.

LA TERREUR FRANQUISTE. - NOUVELLES CONDAMNATIONS ET EXECUTIONS.

La Cour Martiale réunie à Madrid le 17 mai dernier, a condamné Albino Tirado Marzano à 20 ans de prison, qui fut arrêté par ses antécédents républicains et accusé d'activités politiques contraires au régime.

* * *

La même Cour Martiale a condamné: Gregorio Chozas Alonso, à 6 ans de prison, et Jesús Vela Garrido, à 10 ans de la même peine. Réfugiés en France, retournèrent en Espagne le mois d'avril 1948, où ils furent immédiatement arrêtés par leurs antécédents républicains.

* * *

La Cour Martiale qui s'est tenue le 4 juin à Madrid, a condamné:

Virgilio Jiménez Corisso ..	Demande de l'accusation:	20 ans..	Condamné à	25 ans.
Abundio Arribas Prieto	" "	" "	" "	25 "
Nencio Parra Ropero	" "	" "	" "	30 "

Furent arrêtés le 29 septembre 1946 et accusés par des supposées activités politiques contre le régime de Franco.

* * *

La Cour Martiale réunie le 18 juin à Madrid, a condamné Ramiro Muriano Prada, à 9 ans d'emprisonnement, et Basilio Marco Soriano, à 7 ans.

Les deux condamnés sont voisins de Valdecuenga et ont été accusés d'activités politiques contraires au régime.

* * *

En Conseil de Guerre célébré à Madrid le 27 juin, ont été condamnés: Emilio Díaz, dit "l'Oiscou", à 9 ans de prison, et Feliciano Muñoz Basilio, dit "l'Avio", à 10 ans de la même peine.

Ils avaient appartenu à la Résistance antifranquiste et se sont rendus aux autorités en juin 1946, ayant prêté depuis lors des services de renseignements à la Garde Civile; le deuxième nommé, très en particulier, avait "donné" une guerrille du village de Pozueto de Truzón. Les Résistants se rendirent bientôt compte des nouvelles activités desdits sujets, et c'est pourquoi ils déartèrent des travaux de la résistance. Le franquisme, vu qu'on ne pourrait plus attendre aucun service d'eux, leur condamna aux peines sus-indiquées. Car l'on n'avait plus aucun besoin du traître, la trahison étant passée...

* * *

Continuent les déplacements des éléments antifranquistes arrêtés à la Prison Provinciale de Madrid, parmi eux beaucoup sans témoignage de sentence. Les autorités franquistes, devant une probable visite de journalistes étrangers, veulent donner l'impression que dans les prisons de la capitale de l'Espagne il ne se trouve pas de prisonniers politiques.

* * *

EXECUTION DE SENTENCE

José Garcia Freire s'était réfugié à Casablanca en 1939. Croyant aux mensongères promesses franquistes, retourna en Espagne en 1946, et immédiatement après son retour fut arrêté par ses antécédents républicains. Il fut condamné à la peine de mort le 1er. juin 1949, par une Cour Martiale. Il a été fusillé le 15 juillet dernier.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT REPUBLICAIN ESPAGNOL,
MR. ALBORNOZ, DE RETOUR A PARIS

Le dimanche, 21 août, est arrivé à Paris, procédant de l'Amérique, le Chef du Gouvernement Républicain Espagnol à l'exil, Mr. Alvaro de Albornoz. Il partit pour l'Amérique en février afin d'assister aux réunions de l'O.N.U. et prendre part à de nombreux actes de propagande de la République Espagnole.

A sa descente de l'avion, Mr. Albornoz fut salué par Mr. Giner de los Rios, Secrétaire Général de la Présidence de la République, en représentation de Son Excellence Mr. Diego Martinez Barrio; le Vice-président du Conseil et Ministre des Finances, Mr. Valera; le Ministre de Justice, Mr. Maldonado; le Ministre Secrétaire du Conseil, Dr. Atauz; le Sous-secrétaire aux Affaires Etrangères, Mr. Ballester, et grand nombre de républicains. Mr. Albornoz remercia vivement l'affectueux hommage dont il fut objet et exprima sa confiance dans le triomphe de la cause républicaine en Espagne.

* * * * *

* * *

*